



**PRÉFET  
DE LA MEUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi,  
du Travail, des Solidarités et de la  
Protection des Populations de la Meuse**

**Florence CHENU**

Inspectrice

Service Santé Protection animales et Environnement

Réf. : DDETSP55-2025- 01226

Code AIOT : 0055500677

Bar-le-Duc, le 10/09/2025

ATEMAX FRANCE

Route de Varennes

55 100 CHARNY-SUR-MEUSE

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

ATEMAX FRANCE

Route de Varennes

55 100 CHARNY-SUR-MEUSE

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02 septembre 2025 dans l'établissement ATEMAX FRANCE implanté route de Varennes 55 100 CHARNY-SUR-MEUSE. L'inspection a été annoncée le 12/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ATEMAX FRANCE
- route de Varennes 55 100 CHARNY-SUR-MEUSE
- Code AIOT : 0055500677
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ATEMAX à CHARNY-SUR-MEUSE est un établissement de dépôt et traitement de sous-produits d'origine animale soumise à autorisation.

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Réserves pour assurer la protection de l'environnement	Arrêté Ministériel du 12/02/2023, article 9	Demande d'action corrective	1 mois
4	Locaux de réception et de stockage des sous-produits d'origine animale	Arrêté Ministériel du 12/02/2023, article 11	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Panneau de signalisation	Arrêté Ministériel du 12/02/2023, article 5	Sans objet
2	Circulation des véhicules	Arrêté Ministériel du 12/02/2023, article 6	Sans objet
5	Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 12/02/2023, article 16	Sans objet
6	Bassin de confinement	Arrêté Ministériel du 12/02/2023, article 19	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités sont à corriger.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Panneau de signalisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un panneau de signalisation et d'information en matériaux résistants est placé à proximité immédiate de l'entrée principale. Il porte en caractères lisibles et indélébiles les mentions suivantes : (désignation de l'installation) Dépôt de sous-produits d'origine animale (ou intitulé exact des sous-produits entreposés) soumise à autorisation au titre de l'article L. 512-2 du code de l'environnement Autorisation préfectorale n° ... du (date) raison sociale, adresse <b>ACCES INTERDIT SANS AUTORISATION</b>
<b>Constats :</b>  Un panneau de signalisation et d'information est placé à l'entrée du site. Il porte en caractères lisibles et indélébiles les mentions suivantes : AKIOLIS - site de Charny Installation de collecte et de transfert de sous-produits animaux de catégorie 1 et 2 soumise à autorisation au titre de l'article L. 512-2 du Code de l'environnement Arrêté préfectoral du 30/12/2010 ATEMAX - Route de Varennes - 55 100 CHARNY-SUR-MEUSE
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Circulation des véhicules

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/2023, article 6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'organisation de la circulation des véhicules à l'intérieur du site doit être conçue pour qu'aucun véhicule souillé ne quitte le site sans avoir reçu un lavage approprié. Le plan de circulation à l'intérieur du site doit être affiché et les moyens de surveillance doivent être mis en œuvre pour contrôler à tout moment les entrées et sorties.
<b>Constats :</b>  L'organisation de la circulation des véhicules à l'intérieur du site est conçue pour qu'aucun véhicule souillé ne quitte le site sans avoir reçu un lavage approprié. Le plan de circulation est affiché à l'entrée des bureaux, des panneaux indiquent le sens de circulation vers les salles (1, 2, 3, salle de nettoyage) et vers le pont-bascule, des marquages au sol sont également présents. Des fiches de procédure « maîtrise du nettoyage et de la désinfection » et « règles applicables à la collecte, au transport et au déchargement des sous-produits » sont existantes. Les contrôles des entrées / sorties sont réalisés par 5 caméras de surveillance. Une personne effectue un contrôle visuel des caméras et des entrées / sorties .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Réserves pour assurer la protection de l'environnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/2023, article 9
<b>Thème(s) :</b> Autre, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.
<b>Constats :</b>  Le site de CHARNY-SUR-MEUSE dispose de 3 moyens d'intervention : <ul style="list-style-type: none"><li>- un kit de nettoyage équipe chaque camion,</li><li>- une citerne d'intervention contenant jusqu'à 5 000 litres d'eau,</li><li>- un local technique où sont stockés les réserves.</li></ul> Le local technique est identifié par une pancarte « kit d'intervention incident environnemental ». Il est rangé et organisé. La liste « kit de déversement » contenant l'état des stocks des produits pour assurer la protection de l'environnement est affichée à l'entrée des bureaux.  La liste n'est pas spécifique au site (CHARNY-SUR-MEUSE ou MORLEY). Elle n'est pas affichée dans le local technique. Elle n'a jamais été mise à jour (date, nom, signature), une colonne « type d'incident » est à rajouter. Sa mise à jour se fera annuellement si pas d'incident pour vérification des stocks et à chaque incident.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  La liste « kit de déversement » est nommée pour le site de CHARNY-SUR-MEUSE. Elle est affichée dans le local technique, en plus de l'entrée des bureaux. Une colonne « type d'incident » est à rajouter. Sa mise à jour (date, nom, signature, type d'incident) se fait annuellement en l'absence d'incident pour vérification des stocks et systématiquement à chaque incident.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 4 : Locaux de réception et de stockage des sous-produits d'origine animale

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/02/2023, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de réception et de stockage des « sous-produits d'origine animale » doivent être sous bâtiment fermé pour limiter les dégagements d'odeurs à proximité de l'établissement, notamment par l'installation de portes d'accès escamotables automatiquement. Les opérations de dépotage ne s'effectuent pas à l'air libre. Les surfaces de réception sont étanches et aménagées de telle sorte que les jus d'écoulement des « sous-produits d'origine animale » ne puissent rejoindre directement le milieu naturel et soient collectés et traités conformément aux dispositions de l'article 27. [...]
<b>Constats :</b>  Les installations de chargement et déchargement sont dans les salles 1, 2 et 3. Les salles sont fermées et équipées chacune d'une porte escamotable automatique. Les salles sont propres. Les opérations de dépotage ne s'effectuent pas à l'air libre. Une fiche de procédure est existante. L'ouverture et la fermeture des portes se fait par un bouton poussoir et une personne qui accompagne le camion arrivant et sortant.



Dans la salle des dépouilles, une partie de la dalle est endommagée. Elle contient des trous d'un ancien mur. Le joint métallique et les joints secs en béton sont abîmés. De l'eau est stagnante dans les trous de la dalle, dans le joint métallique et dans les joints secs. L'enrobée à l'entrée est enfoncé et de l'eau est stagnante. Ces non-conformités sont prévues dans les réparations, un devis serait en cours.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans la salle des dépouilles :

- réparer la dalle près du mur,
- changer le joint métallique (pose d'une résine si compatible avec milieu humide),
- reprendre les joints secs (pose d'une résine si compatible avec milieu humide),
- reprendre les enrobés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 5 : Fiches de données de sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/02/2023, article 16

**Thème(s) :** Autre, Prévention des accidents et des pollutions accidentelles

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettant de satisfaire à cette obligation.

A l'intérieur de l'installation classée autorisée, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

**Constats :**

L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits dangereux.

Les fiches de données de sécurité sont répertoriées dans un classeur et dans un tableau informatisé ou elles sont directement consultables.

Un contrôle visuel des étiquettes des produits « Medi-Prop » et « Incimaxx » est effectué. Les étiquettes des produits sont lisibles.

Les produits sont disposés sur des bacs de rétention et sont rangés par catégorie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Bassin de confinement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/02/2023, article 19

**Thème(s) :** Autre, Prévention des accidents et des pollutions accidentelles

**Prescription contrôlée :**

L'installation doit être équipée d'un bassin de confinement étanche. Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers.

En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m<sup>3</sup>/t de sous-produits d'origine animale stockées est retenue. Les organes de commandes nécessaires à la mise en place de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande. Les eaux recueillies doivent faire l'objet d'un traitement conformément aux dispositions de l'article 18.

**Constats :**

Un bassin de confinement équipé d'une bâche en bon état est existant. Son volume est d'environ 900 m<sup>3</sup>.

Le volume nécessaire a été calculé selon la méthode du guide pratique d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie (Ministère de la transition écologique). Le volume nécessaire calculé est de 772 m<sup>3</sup>.

Le bassin de confinement répond donc au besoin.

Il est clôturé, signalé d'un risque de chute et la végétation est entretenue.

Une fiche de procédure « mise en confinement » est présente.

L'emplacement de la vanne de confinement est signalé. La manœuvre de fermeture de la vanne se fait sur place manuellement.

Le centre de collecte dispose d'un contrat avec la société d'assainissement MALEZIEUX pour pomper et récupérer les eaux souillées du bassin.

**Type de suites proposées :** Sans suite